

MOZAMBIQUE : FICHE PAYS – DECEMBRE 2025



Catégorie OCDE (2025) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : CCC+/Caa3/CCC

Monnaie locale : metical (MZN)/ Régime de change : bande flottante

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

FORCES

- Amélioration du contexte sécuritaire et reprise des grands projets gaziers
- Importantes réserves gazières et minières (charbon, titane, pierres précieuses)
- Soutien de la communauté internationale

FAIBLESSES

- Pays surendetté et fragilisé par des intempéries climatiques fréquentes
- Economie peu diversifiée
- Faible gouvernance
- Perception encore élevée de la corruption

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : en voie d'amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : Après un fort ralentissement en 2024, la croissance est prévue en légère hausse à +2,5% en 2025, grâce à l'apaisement des troubles sociaux à la suite du scrutin électoral d'octobre 2024. En 2026, la croissance devrait augmenter, prévue autour de +3,5%, favorisée par la reprise d'importants projets dans le secteur extractif (gaz en particulier) qui avaient été suspendus pour des raisons sécuritaires. La consommation des ménages resterait en revanche modérée en lien avec la hausse prévue de l'inflation.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit public resterait élevé mais diminuerait en 2025 (prévu à -5,3% du PIB après -6,2% en 2024). Les contraintes de financement (absence de programme du FMI, coûts d'emprunts plus élevés sur le marché domestique) limitent les dépenses d'investissement. Le ratio dette/PIB est prévu en hausse en 2025, à près de 101% du PIB selon les estimations du FMI, dont 28% du PIB de part domestique au T1 2025. La dette est cependant prévue en diminution à plus long terme, compte tenu de la hausse attendue des recettes tirées de l'industrie naissante du GNL qui constitueraient, à terme, la principale source de revenus de l'Etat.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit courant devrait se creuser en 2025 (autour de -40% du PIB, selon le FMI), tiré par la reprise des grands projets GNL qui se traduirait par une forte hausse des importations. La résiliation du programme du FMI, ainsi que le recours accru au financement domestique à court terme, dont le coût est plus élevé, sont source d'inquiétude et peuvent affecter la capacité de remboursement du pays. Les arrières de paiement tendent par ailleurs à s'accumuler. Le FMI estime cependant que malgré le risque de surendettement élevé, la dette du pays demeure soutenable dans une perspective de moyen terme étant donné qu'une part importante des emprunts refléterait la participation de l'Etat aux grands projets gaziers, qui seront remboursés grâce aux futurs revenus du GNL. Le metical est resté relativement stable depuis la mi-2021, à l'intérieur de la bande étroite d'évolution définie par la banque centrale (63,9 MZN/USD).
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire demeure très concentré autour des trois principales banques du pays (*Banco Comercial e de Investimentos SA, Banco Internacional de Moçambique SA et Standard Bank SA*). La capitalisation des banques demeure satisfaisante à 26,1% en décembre 202, mais le taux de prêts non performants tend à progresser (9,3% fin 2024).

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : l'amélioration de la situation sécuritaire au nord du pays est un soulagement pour le gouvernement avec le retour annoncé des grands projets d'investissements gaziers (Total, ENI...). Les tensions sociales restent cependant source d'inquiétude.
- **Climat des affaires** : les performances du Mozambique en matière de gouvernance sont globalement moins bonnes que celles des pays voisins. La perception de la corruption constitue par ailleurs l'un des freins au développement des affaires dans ce pays.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Mozambique est très vulnérable au changement climatique, qui se traduit régulièrement par des intempéries climatiques, cyclones en particulier. Signataire des accords de Paris, le pays s'est engagé à mener des actions pour lutter contre le réchauffement climatique via notamment l'augmentation de l'accès aux sources d'énergies renouvelables avec le soutien financier international.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)	
Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations
Gaz, houilles, briquettes, électricité	49,0%	Huile de pétrole	18,5%	Inde	16,6%	Afrique du Sud	23,7%
Aluminium	21,4%	Machines méc.	9,7%	Afrique du Sud	15,7%	Chine	12,1%
Minerais (titane, niobium..)	7,0%	Céréales (riz, blé)	7,1%	Chine	10,7%	Emirats arabes unis	8,2%
Tabac	2,7%	Véhicules	6,8%	Royaume-Uni	7,8%	Inde	7,7%
Graines, fruits oléagineux	2,7%	Machines électriques	6,5%	France (37ème)	0,3%	France (23ème)	1,0%

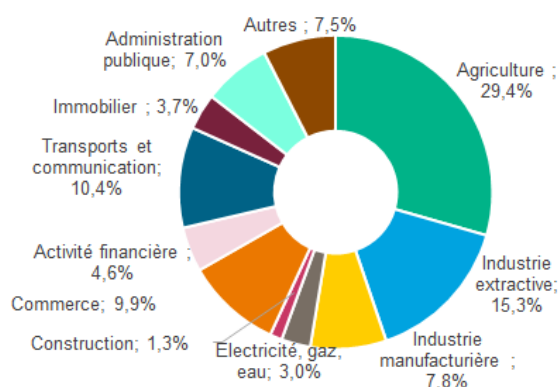
Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MOZAMBIQUE	2021	2022	2023	2024	2025(p)	2026(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	16	19	21	23	25	27
<i>Rang PIB mondial</i>	126	123	118	118	117	118
Population (Mns)	32,1	33,0	33,9	34,9	35,8	36,8
<i>Rang Population mondiale</i>	47	46	45	42	42	42
PIB / habitant (USD)	504	573	617	653	690	720
Croissance PIB (%)	2,4	4,4	5,5	2,1	2,5	3,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,6	10,4	7,0	3,2	4,9	5,4
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	8,8	6,9	7,3	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	104,3	127,1	114,1	89,7	101,1	104,2
Solde public (% PIB)	-5,2	-5,2	-4,3	-6,2	-5,3	-4,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	9,3	10,3	13,2	15,1	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-21,3%	-36,4%	-10,9%	-11,0%	-39,9%	-36,6%
IDE (% du PIB)**	31,6%	13,0%	12,0%	15,6%	21,3%	18,9%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	4,1	2,0	3,3	3,9	3,0	3,0
Dette extérieure totale (% PIB)	408%	380%	358%	354%	351%	358%
Dette extérieure CT (% PIB)	11,5%	4,2%	4,5%	4,1%	3,7%	3,5%
Taux de change***	65,5	63,9	63,9	63,9	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	26,2	26,9	25,7	26,1	NA	NA
Taux de NPL	10,6	9,0	8,2	9,3	NA	NA
ROE	17,0	19,1	19,1	13,9	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	180	175	158	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	142	143	143	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	137	137	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions, Sources: FMI (WEO, octobre 2025); * Banco Mondial, **Oxford Economics, ***T. Reuters
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Répartition sectorielle du PIB 2024(%)



Source : Mozambique Data Portal



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Vers une accélération de l'activité

En 2025, la croissance devrait un peu augmenter, prévue à **+2,5%**¹, après un fort ralentissement en 2024 à **+2,1%** (+5,5% en 2023), en lien avec l'atténuation des troubles politiques post-élections du T4 2024.

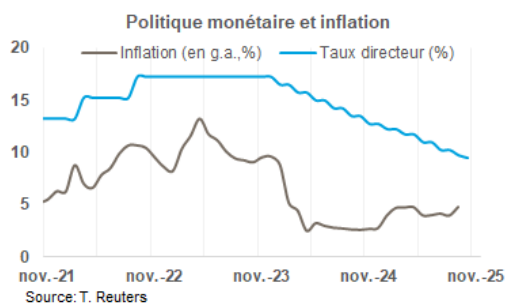
En 2026, la croissance est prévue plus dynamique, autour de **+3,5%**, tirée par la reprise d'importants projets dans le secteur extractif (gaz en particulier). **Total** a annoncé la reprise de son projet géant de GNL (bassin de Rovuma, zone 1) qui avait été suspendu en avril 2021 pour des raisons sécuritaires². Ce projet, estimé à 20 Md\$³, devrait stimuler l'activité locale durant sa phase de construction (recours à des biens et services locaux). En octobre 2025, l'italien ENI a aussi annoncé un investissement de 7 Md\$ pour le projet *offshore* Coral North FLNG⁴ (unité flottante de production de gaz naturel liquéfié dans le bassin de Rovuma, zone 4). Le projet de barrage hydroélectrique de Mphanda Nkuwa, estimé à 7 Md\$, et qui comprend 2 lignes de transmission, pourrait également être signé d'ici 2026.

A noter toutefois que **les retards** accumulés de construction, compte tenu du contexte sécuritaire difficile, **ont repoussé le démarrage de la production d'hydrocarbures**, prévue désormais à l'horizon 2029 **mettant ainsi en difficulté la capacité du pays à rembourser les échéances de sa dette externe** (Cf. Position externe).

La consommation des ménages resterait en revanche modérée en lien avec une inflation prévue en hausse.

• Poursuite de l'assouplissement monétaire

Afin de soutenir l'activité, la banque centrale du Mozambique a abaissé une nouvelle fois son **taux d'intérêt de référence** (MIMO) de 25 pdb en novembre à 9,5%, soit son plus faible niveau depuis 2017. Le taux directeur a été réduit de 775 pdb depuis début 2024.



La politique d'assouplissement monétaire devrait se poursuivre mais le rythme et l'ampleur seraient déterminés par l'évolution de l'inflation. Celle-ci a atteint 4,9% en g.a. en septembre, son plus haut niveau depuis février 2024 mais a légèrement ralenti en octobre à 4,8%. En prévision, la banque centrale souligne

l'incertitude entourant la trajectoire d'inflation à court-moyen terme, qui devrait toutefois rester « à un chiffre ».

• Un secteur bancaire sain

Le secteur bancaire est dominé par les trois principales banques du pays : *Banco Comercial e de Investimentos SA*, *Banco Internacional de Moçambique SA* et *Standard Bank SA*. En 2024, ces trois banques représentaient 75% des actifs bancaires, 80% des passifs, 71% du crédit bancaire et 78% du portefeuille des titres publics.

Le secteur bancaire demeure bien capitalisé, mais sa rentabilité a eu tendance à diminuer. La capitalisation des banques demeure satisfaisante à 26,1% en décembre 2024 (au-dessus du minimum réglementaire requis de 12%) mais la rentabilité des capitaux propres (ROE) et des actifs ROA a diminué à 13,9% et 3,4% respectivement (après 19,1% et 4,6%). La hausse des coûts opérationnels, ainsi que les tensions politiques et sociales de fin d'année ont en effet pesé sur la performance bancaire. Le taux de prêts non performants (NPL) est par ailleurs en progression à 9,3% (après 8,2% en 2023).

2. FINANCES PUBLIQUES

• Un déficit public élevé mais prévu en diminution

Le déficit public s'est creusé en 2024 à **-6,2% du PIB** (après -4,3% en 2023), pénalisé par la diminution des prêts et dons internationaux, ainsi que par les répercussions des violences post élections qui ont affecté la collecte des recettes.

En 2025, le déficit se réduirait un peu, prévu à **-5,3% du PIB**. La baisse prévue de la masse salariale (remplacement d'1 fonctionnaire sur 3 sur la période 2024 et 2025), ainsi que les contraintes de financement (absence de programme du FMI, coûts d'emprunts plus élevés sur le marché domestique) limitent les dépenses d'investissements.

La baisse du déficit devrait se poursuivre en 2026 (-4,2% du PIB, selon les prévisions du FMI).

• Hausse de la dette publique

La dette publique du Mozambique est élevée et en progression, même si le ratio dette/PIB a diminué en 2024, autour de 90% (après 114% en 2023), en raison notamment d'un accord à l'amiable avec les créanciers impliqués dans l'affaire de la dette cachée du pays. Pour mémoire, le scandale de la dette cachée fait référence aux emprunts d'un montant supérieur à 2 Md\$ contractés en 2013 et 2014, par trois entreprises

(Malaisie), Kogas (Corée du Sud) et XRG (Émirats arabes unis) devrait entrer en production en 2028, avec une capacité de liquéfaction annuelle de 3,6 millions de tonnes par an, portant la production totale du Mozambique à environ 7 millions de tonnes par an. Les travaux de construction ont par ailleurs débuté sur le site en octobre 2025.

¹ FMI (Weo, octobre 2025)

² Insurrection djihadiste dans le Nord du pays.

³ Un financement américain de 4,7 Md\$ (US Exim) approuvé en début d'année a été essentiel pour la reprise des travaux.

⁴ Le projet offshore Coral North FLNG, entrepris par ENI et ses partenaires, China National Petroleum Corporation (Chine), ENH



mozambicaines, Proindicus, Empresa Moçambicana do Atum (EMATUM) et Mozambique Asset Management (MAM) auprès des banques européennes (Crédit Suisse et la VTB en particulier). Après plusieurs années de négociations et un accord initial portant sur une réduction de la dette, le solde du prêt de Proindicus et l'intégralité du prêt MAM (1,4 Md\$) ont été soldés, en échange d'un versement de 220 M\$ de la part du gouvernement du Mozambique en juin 2024 aux banques européennes.

En 2025, le ratio dette/PIB est en revanche prévu en hausse et dépasserait à nouveau 100% du PIB, selon la prévision du FMI. La persistance d'un déficit public élevé, ainsi que la hausse des engagements (passifs) de l'entreprise publique ENH (Empresa Nacional de Hidrocarbonetos⁵), liée au développement des projets gaziers, contribueraient à la progression de la dette publique du pays. ENH est en effet partenaire des projets GNL menés par Total Energies (Zone 1, Golfinho) et ENI (Zone 4, Coral), détenant respectivement des participations de 15 % et 10 %.

Concernant sa structure, la dette publique est majoritairement externe (environ 70% du total) ce qui expose le souverain au risque de change. A noter toutefois que la dette publique externe est principalement détenue par les créanciers multi et bilatéraux à des conditions relativement favorables.

Le recours à la dette domestique tend toutefois à progresser (emprunts auprès de la banque centrale en particulier), **en raison de l'arrêt du programme du FMI⁶ et d'autres financements multilatéraux**, depuis l'épisode d'instabilité politique de 2024. La dette domestique est ainsi en hausse et représenterait environ 29% du PIB au T1 2025. **Les arrières de paiement portant tant sur la part externe de la dette** (environ 0,2% du PIB à fin 2024) **que sur sa part domestique tendent par ailleurs à s'accumuler.**

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un déficit courant prévu en forte hausse**

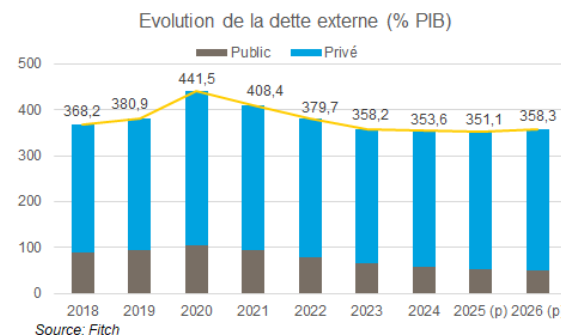
En 2024, le déficit courant a atteint -11% du PIB (-10,9% en 2023), tiré par l'augmentation du service de la dette et le rapatriement des bénéfices d'entreprises étrangères, compensés en partie par la réduction du déficit commercial (baisse des importations en raison de l'instabilité électorale qui a pesé sur l'activité sur la deuxième partie de l'année).

Pour 2025, le déficit courant est prévu en forte hausse, autour de 40% du PIB, liée à la reprise du mégaprojet de GNL de Total (Zone1). A noter toutefois que ces grands projets de construction ne représentent pas un risque pour les comptes extérieurs du pays puisqu'ils sont majoritairement financés par les investissements directs étrangers (IDE) et les crédits commerciaux. Il n'y aurait donc pas ou peu d'impact sur les réserves de change du pays.

Le déficit resterait par ailleurs élevé en 2026, prévu à plus de 36% du PIB.

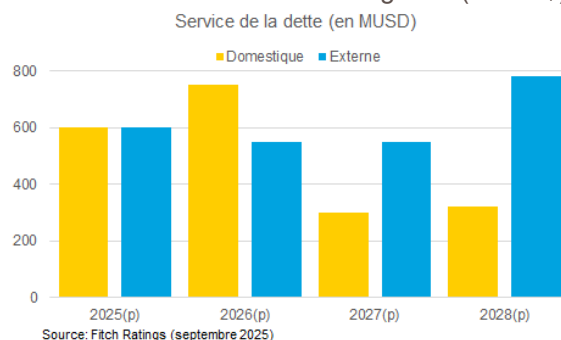
- **Une dette externe élevée**

La dette externe du pays est estimée 351% du PIB en 2025 (après 353,6% en 2024), dont près de 54% du PIB de part publique (gouvernement central), selon les estimations de l'agence Fitch. La dette publique externe est détenue majoritairement par les créanciers multilatéraux et bilatéraux (environ 64% du total).



Selon l'analyse de soutenabilité du FMI, bien que le risque de surendettement soit élevé, la dette est jugée soutenable dans une perspective de moyen terme, une part importante des emprunts reflétant la participation de l'État à de grands projets de GNL qui seront remboursés grâce aux recettes futures liées à ces projets.

A noter cependant que **les amortissements tant de la dette interne, comme de l'externe, sont en hausse** en 2025 et 2026 en raison d'un recours accru au financement sur le marché domestique et l'arrêt du programme du FMI, qui limite l'accès au financement extérieur. Le pays doit rembourser près de 550 M\$ par an jusqu'en 2027 et près de 800 M\$ en 2028 avec un premier remboursement d'euro-obligation (250 M\$).



Un nouveau programme avec le FMI, en cours de négociation, permettrait au pays d'accéder aux liquidités en devises, réduisant ainsi le risque de défaut de paiement, en attendant les recettes en provenance du secteur gazier.

- **Maintien du metical dans sa bande d'évolution**

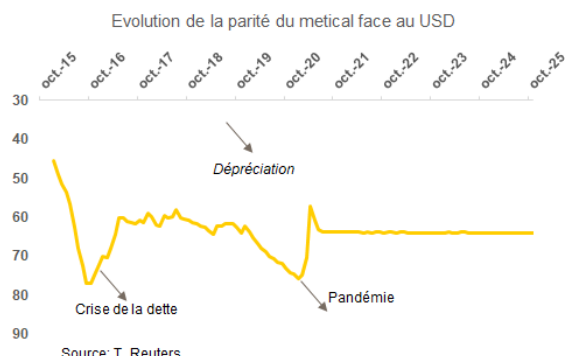
Depuis la chute du metical (MZN) face au dollar en 2016, consécutive au scandale de la dette cachée et la crise de confiance qui s'est installée, la monnaie locale n'a jamais retrouvé son niveau d'avant crise de la dette. En 2020, elle s'est encore dépréciée, mais plus

⁵ Empresa Nacional de Hidrocarbonetos (ENH) est une entité de l'État mozambicain responsable de la recherche, de la prospection, de la production et de la commercialisation des produits pétroliers et représente l'État des opérations pétrolières.

⁶ A mi-avril 2024, le Mozambique et le FMI ont renoncé aux deux dernières revues (la cinquième et la sixième) du programme de facilité élargie de crédit (FEC) qui était en cours dans ce pays.



faiblement qu'en 2016. **Depuis juin 2021, les autorités monétaires ont défini une bande étroite d'évolution de la monnaie, autour de 63,9 MZN/USD.**



Les marges de manœuvre de la banque centrale pour soutenir la monnaie semblent cependant réduites, en cas de choc important. La pénurie de devises s'est accentuée en 2025, notamment en raison d'une baisse des décaissements extérieurs (FMI) et de la suspension du programme de l'USAID (586 M\$ en 2024, soit environ 3 % du PIB).

Dans ce contexte, **la banque centrale a introduit des mesures visant à redistribuer plus efficacement les liquidités en devises dans l'économie.** Les banques commerciales ont ainsi été contraintes de réduire leurs limites quotidiennes de détention de devises et le taux de conversion minimum des recettes d'exportation est passé de 30 % à 50 %, permettant ainsi une injection plus importante de devises sur le marché intérieur. **Les réserves de change sont prévues en moyenne autour de 3,5 Md\$ en 2025, soit environ 3 mois d'importations.**

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

• Baisse des tensions politiques et sociales

Le Mozambique a connu d'importantes manifestations à la suite du résultat des élections présidentielles d'octobre 2024, remportées par Daniel Chapo du parti (FRELIMO), face à Venancio Mondlane, de l'opposition (PODEMOS).

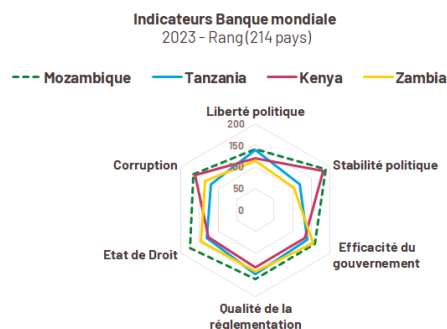
Le mécontentement généralisé qui a alimenté ces troubles, les plus graves depuis l'Indépendance du pays en 1975, a été nourri par la frustration face à la domination politique de longue date du FRELIMO et son bilan mitigé en matière de croissance économique inclusive. Alors que les troubles sociaux se sont apaisés au T1 2025, les risques de nouvelles manifestations ne sont cependant pas à écarter.

Sur le plan social, le Mozambique fait partie des pays les plus pauvres et dont l'espérance de vie à la naissance est encore très faible (60 ans).

La situation sécuritaire, notamment affectée par l'insurrection islamiste qui sévit à Cabo Delgado, province du nord du pays, s'est améliorée mais n'est pas encore totalement maîtrisée. A noter toutefois que Total Energies a relancé ses activités dans le nord du pays, en réactivant des contrats et en redéployant ses

entreprises de construction pour reprendre les travaux sur les infrastructures maritimes dans cette région.

• Niveau de gouvernance encore faible



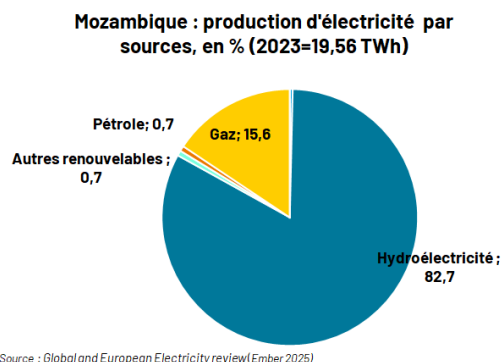
Les performances du Mozambique en matière de gouvernance sont globalement moins bonnes que celles des pays voisins. La corruption, le respect des lois, ainsi que la stabilité politique pèsent dans le climat des affaires local et affectent la confiance des investisseurs. **L'insécurité est aussi un sujet de préoccupation.**

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Mozambique subit de plein fouet les effets du changement climatique qui se traduisent par des intempéries (ouragans, sécheresse, tempêtes) de plus en plus fréquentes. Depuis 2019, le pays a été frappé par 13 cyclones tropicaux, causant d'importants dégâts. La compagnie d'électricité nationale (EDM) a ainsi subi d'importantes pertes de revenus et des dommages sur ses infrastructures, tandis que la population est régulièrement privée d'électricité.

Le pays est très vulnérable aux aléas climatiques compte tenu du manque d'infrastructures, de moyens logistiques et de capacité financière de l'Etat pour les surmonter. **Signataire des accords de Paris, le Mozambique s'est engagé à mener des actions en faveur du climat,** notamment via l'augmentation de l'accès aux sources d'énergies renouvelables, sous réserve d'un soutien de la communauté internationale.

A noter que le mix électrique du pays est déjà relativement décarboné puisque la part de l'hydroélectricité atteint près de 83% de la production électrique du pays (Cf. graphique ci-dessous).





DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.